

10 raisons de faire grève contre les groupes de niveau



Des groupes de niveau en français et mathématiques, c'est...

- 1 · une organisation pédagogique dont l'inefficacité est démontrée
- 2 · une orientation subie qui aggrave les inégalités sociales et qui sera décidée dès la fin du CM2
- 3 · la stigmatisation des élèves à besoin



Des groupes de niveau, c'est la destruction du collège unique :

- 4 · des pertes d'heures pour les options, le latin, les dispositifs d'aide et les dédoublements
- 5 · la fin des projets, impossibles à coordonner
- 6 · la fin du suivi des élèves par l'atomisation du groupe classe



Des groupes de niveau, c'est la négation de notre expertise, de notre travail, de notre engagement :

- 7 · des emplois du temps en barrettes, dégradés pour tou·tes les collègues
- 8 · pour les collègues de français et de mathématiques, plus de niveaux, plus de travail... pour un même salaire
- 9 · la banalisation des services partagés pour les titulaires
- 10 · des conflits avec les familles

Contre les groupes de niveau,

**en grève à partir
du 6 février !**



Contre une école de l'obéissance et du tri social



Dans l'Éducation nationale, Amélie Oudéa-Castéra, la nouvelle ministre, s'est d'ores et déjà illustrée par son dénigrement de l'école publique et son apologie de l'enseignement privé réactionnaire, notamment à Stanislas. SUD éducation exige la démission de la ministre et réaffirme sa revendication de nationalisation des écoles privées (à 96% catholiques) avec des personnels dans l'école publique.

Le changement de ministre n'a rien changé à la politique ministérielle et les annonces passésistes du "choc des savoirs" impactent fortement la préparation de la rentrée scolaire prochaine. Imposée dans la précipitation, sans moyens ni concertation, cette nouvelle réforme est surtout violemment inégalitaire.

SUD éducation s'oppose à l'instauration des groupes de niveau en collège, qui ne font qu'amplifier les écarts de niveau. Ils renforcent en particulier les inégalités sociales, d'autant plus que leur mise en place se fait dans les académies au détriment des moyens accordés à l'éducation prioritaire en collège. SUD éducation revendique au contraire une politique d'éducation prioritaire ambitieuse, qui réintègre notamment les lycées qui en sont exclus depuis 2015. La mise en place des groupes de niveaux et l'injonction des méthodes d'apprentissage en élémentaire amplifient les inégalités et les discriminations envers les élèves handicapés et ceux les plus en difficulté. C'est une réforme à la fois violente, classiste et validiste.

Des moyens pour une école vraiment inclusive

Le service public d'éducation a pourtant besoin de moyens importants pour faire face aux enjeux de la société actuelle. L'acte 2 de l'école inclusive rencontre l'opposition des personnels, le manque chronique de moyens génère une souffrance qui incite certain·es collègues à envisager la scolarisation des enfants en situation de handicap comme une dégradation supplémentaire de leurs conditions de travail. De même, les conditions actuelles d'inclusion génèrent

de la souffrance pour les élèves qui ne sont pas accompagnés à la hauteur de leurs besoins et ne bénéficient pas des adaptations nécessaires. À nous de construire des mobilisations pour gagner les moyens nécessaires pour rendre le service public d'éducation accessible à tou·tes les élèves. La lutte pour la création d'un vrai statut pour les personnels AESH est indissociable de la lutte pour l'école inclusive et vice versa.

**SUD éducation appelle les personnels à se réunir
en assemblée générale pour débattre de la reconduction
de la grève à partir du 6 février !**